

Pendant la 2^{ème} quinzaine d'avril 2009, une troupe de jeunes du

Théâtre de la Liberté du camp de réfugiés de Jénine (Freedom Theatre)

effectuera sa première tournée en France avec le spectacle

La flûte magique

Dans cette adaptation de la légende du joueur de flûte de Hamelin, les jeunes libèrent leur créativité en évoquant des aspects de leur quotidien. Face à l'isolement et aux humiliations qu'imposent les autorités d'occupation israéliennes, ce séjour sera pour eux l'occasion d'extérioriser par le travail théâtral les conflits qui les hantent. Ce sera également une ouverture sur le monde, et pour le public une sensibilisation aux conditions de vie des jeunes de Jénine et aux activités du Freedom Theatre.

Après Toulouse où ils seront reçus dans le cadre d'un partenariat avec une classe de 6^{ème} du collège Bellefontaine avec le concours du Centre d'Animation des Chamois, ils feront étape en région nantaise où ils confirmeront un partenariat du canton de La Chapelle sur Erdre/Treillières avec le camp de réfugiés de Jénine, puis en région parisienne.

Le Freedom Theatre prolonge la mémoire d'Arna, femme juive anti-colonialiste, formée en art-thérapie, qui avait créé un premier théâtre lors de la première intifada, et du film « Les enfants d'Arna » réalisé par son fils Juliano Mer Khamis, l'actuel directeur du Freedom Theatre.

Voir ou revoir ce film aujourd'hui nous interroge sur le devenir des enfants de Gaza rescapés

La tournée est coordonnée par les « Amis du Théâtre de la Liberté de Jénine » (ATL Jénine), dont l'UJFP est cofondatrice et dont plusieurs membres participent à l'animation.

Voici le calendrier :

A Toulouse :

Mardi 21 avril 2009 à 14h30, Mercredi 22 avril 2009 à 20h 30 et Vendredi 24 avril 2009 à 20h 30 - Salle Ernest Renan, 05 chemin d'Audibert, 31200 Toulouse, Métro B – 3 Cocus, P.A.F. : Enfant 5 € & Adultes 10 €, réservation au 05.61.57.99.28.

En région nantaise (à l'initiative de l'AFPS de Loire Atlantique) :

Dimanche 26 avril à 16 h, Complexe des 100 Sillons, Grandchamp-des-Fontaines (8 €)

En région parisienne :

Ø **Mardi 28 avril à 19h45, salle Jean Dame**, 17 rue Léopold Bellan, Paris 2^{ème}, M° Sentier (10 €), soirée introduite par Peter Brook, metteur en scène et directeur des Bouffes du Nord

Ø **Mercredi 29 avril à 20h, au Centre Culturel Algérien**, 171 rue de la Croix Nivert, Paris 15^{ème}, M° Boucicaut (13 €), soirée introduite par Yasmina Khadra, écrivain et directeur du Centre Culturel Algérien, en présence d'Hind Khoury, Déléguée générale de la Palestine en France

Ø **Judi 30 avril à 20h, Espace Renaudie**, 30 rue Lopez et Jules Martin, Aubervilliers, M° Fort d'Aubervilliers (10 €), soirée introduite par Etienne Balibar, professeur émérite à l'Université de Paris X Nanterre et membre du conseil d'administration de la fondation "Freedom Theatre".

Réservation à l'adresse : ATL Jénine, Maison des Associations du 18^{ème}, boîte aux lettres 84, 15 passage Ramey, 75018 Paris ou au 06 28 12 13 61 E-mail : theatrejenine@yahoo.fr

(Communiqué par Jean-Guy Greilsamer, président d'ATL Jénine et membre de l'UJFP)

SOMMAIRE

p.1 Théâtre de la liberté (Jénine)

p.2 Qui sommes nous ?

p.3 Nurith Peled-Elahanan à Marseille

p.4 Une lettre ouverte de militants juifs pour la paix

p.5 Répression manif anti-OTAN à Strasbourg

p.6 Communiqué RESF

p.7 - Lettre de Denise Hamouri à la Mairie de Paris - Brève: sans commentaire

p.8 Conférence contre le racisme à Genève

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour un Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre Etat indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui oeuvrent ensemble

- pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,
 - pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,
- et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

Parution prochaine du n°5

Abonnement pour 4 numéros 45 € tarif normal

ou 60 € tarif de soutien

Chèque à l'ordre de « UJFP / la revue »,

à envoyer à l'UJFP 21, ter rue Voltaire 75011 Paris



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

NOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ TÉLÉPHONE : _____

FAX : _____ E-Mail

: _____

Je souhaite être informé des activités de l'UJFP Je souhaite adhérer à l'UJFP. Ci-joint un chèque de :

50 € (membre actif) à partir de 50 € (membre de soutien) 10 € (chômeurs et précaires)

Veillez libeller votre chèque à l'ordre de l'UJFP et l'envoyer à : UJFP, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS -

Tél. national : 06 61.33.48.22 – contact@ujfp.org - www.ujfp.org

UJFP action

**L'UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX
LES FEMMES EN NOIR
PALESTINE 13**

Organisent une conférence en français avec

Madame NURIT PELED ELHANAN

Enseignante de l'Université de Tel Aviv, membre du Cercle des Parents endeuillés (association d'israéliens et de palestiniens), co-fondatrice d'ICEO (comité internationale pour l'éducation sous l'occupation), prix Sakharov pour son œuvre de paix en 2001

Sur le thème :

EDUCATION à L'HOSTILITE

Samedi 11 avril 2009 à partir de 18 heures

Maison de quartier DUGOMMIER
12 boulevard DUGOMMIER 13001 Marseille
Métro Noailles ou Saint Charles

« Le sang des enfants est devenu la marchandise la moins chère du jeu politique en Israël. Ceux qu'on appelle les grands le négocient en toute liberté, à l'aise, parce que pour les politiciens et les généraux, les enfants sont des abstractions, et le sang un élément du marché. Tu tues un des miens, je tue mille des tiens.

Pour moi il n'y a pas les Juifs d'un côté et les Palestiniens de l'autre. Il y a ceux qui aiment la Paix et les criminels de guerre.

Les politiciens d'aujourd'hui sont les étudiants d'hier et les politiciens de demain, ce sont les étudiants d'aujourd'hui.

Celui qui fait de la paix et de l'égalité sa devise doit s'intéresser à l'éducation, l'explorer, la critiquer, protester contre la propagation du racisme dans le discours pédagogique, proposer des lois ou réactiver des lois contre un enseignement raciste et instaurer des cadres alternatifs où s'offre à s'enseigner une connaissance de l'autre réelle, profonde, barrant toute possibilité de s'entretuer.

Les enfants juifs, dans l'Etat d'Israël, sont éduqués dans des valeurs humaines dont ils ne voient la concrétisation nulle part autour d'eux.

Les enfants d'Israël apprennent à aspirer à vivre dans un pays sans Arabes. Les Palestiniens, qu'ils soient citoyens de l'Etat ou qu'ils vivent dans les Territoires occupés, ne sont présentés dans aucun ouvrage scolaire comme des gens modernes, citadins, occupés à des travaux productifs ou prestigieux. Ils n'ont pas de visage.

Les enfants d'Israël apprennent que tuer des Palestiniens, détruire leurs terres, démolir leurs maisons, n'est pas un crime, au contraire : le monde éclairé tout entier a peur du ventre musulman et tout parti au pouvoir qui veut gagner des élections et faire la démonstration de son engagement dans le sionisme, ou la démocratie, ou le progrès, fait, à la veille des élections, la surprise d'une opération ostentatoire de meurtre de Palestiniens ».

Dans une partie du monde où la lutte que mènent la résistance et le peuple palestiniens contre l'occupation se fonde sur une éthique du droit et de la justice, c'est aussi d'une autre éthique que Nurit PELED nous parle : une éthique de l'amour, du souci, de la compassion. Et cette éthique est puissamment révolutionnaire, et constructive quand elle fait de l'éducation une force concrète de transformation.

Sa parole nous intéresse tous, militants engagés dans la lutte pour les droits nationaux du peuple palestinien, pour la justice et la fin de l'occupation israélienne en Palestine, mais aussi les éducateurs, les parents, les citoyens inquiets de la violence qui s'installe avec la crise profonde, qui s'aggrave maintenant.

UJFP expression

Sur l'antisémitisme, les boycotts et l'affaire Hermann Dierkes : Une lettre ouverte de militant/es juifs pour la paix

Nous sommes des militant/es pour la paix d'origine juive. Certains parmi nous s'identifient de cette façon ; d'autres pas. Mais nous nous opposons tous/tes à ceux qui prétendent parler au nom de tous les Juifs ou qui utilisent des accusations d'antisémitisme pour essayer de réprimer la contestation légitime.

Nous avons été indigné/es par les accusations à l'encontre de Hermann Dierkes, un syndicaliste et dirigeant du Parti de gauche (Die Linke) dans la ville allemande de Duisburg. En réaction à l'attaque israélienne récente contre Gaza, Dierkes a exprimé l'avis qu'une des façons dont les Palestiniens pourraient être aidés à obtenir justice serait de soutenir l'appel du Forum social mondial au boycott des marchandises israéliennes, de sorte à exercer une pression sur le gouvernement israélien.

Dierkes a été soumis à grande échelle à des dénonciations au vitriol l'accusant d'antisémitisme et d'appeler à une répétition de la politique de boycott des produits juifs prônée par les Nazis dans les années 1930. Dierkes a répondu en affirmant que « les mots d'ordre du FSM n'ont rien à voir avec les campagnes racistes antijuives de type nazi, mais visent seulement à changer la politique d'oppression des Palestiniens exercée par le gouvernement israélien. »

Personne n'a accusé Dierkes d'antisémitisme pour autre chose que son soutien au boycott. Et pourtant, il a été accusé de « pur antisémitisme » (Dieter Graumann, vice-président du Conseil juif central), de prononcer des mots équivalents à « une exécution de masse à la lisière d'une forêt ukrainienne » (Achim Beer, éditorialiste du Westdeutsche Allgemeine Zeitung), et de faire de la « propagande nazie » (Hendrik Wuest, secrétaire général de la CDU).

Nous, signataires, avons des points de vue différents sur l'opportunité et l'efficacité de l'appel au boycott des produits israéliens. Certain/es parmi nous pensent qu'un tel boycott est une composante essentielle d'une campagne de boycott, désinvestissement et sanctions qui peut mettre fin à quarante ans d'occupation israélienne ; d'autres pensent que le meilleur moyen d'exercer une pression sur le gouvernement israélien est un boycott plus sélectif, centré sur les institutions et firmes qui soutiennent l'occupation. Mais nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il est essentiel d'exercer une pression sur le gouvernement israélien si l'on souhaite que paix et justice l'emportent au Moyen-Orient, de même que nous sommes tous d'accord sur le fait qu'un appel au boycott d'Israël n'a rien à voir avec la politique nazie « *N'achetez pas chez les Juifs* ».

Il n'est pas plus antisémite de boycotter Israël pour mettre fin à l'occupation qu'il n'était anti-Blanc de boycotter l'Afrique du Sud pour mettre fin à l'apartheid. Les mouvements pour la justice sociale ont souvent appelé au boycott ou au désinvestissement, que ce soit contre le régime militaire en Birmanie ou contre le gouvernement du Soudan. Qu'ils soient opportuns ou pas, ces appels ne sont nullement discriminatoires.

La violence au Moyen-Orient a conduit, en effet, à certains actes d'antisémitisme en Europe. Il y a même eu à Rome un appel au boycott des boutiques appartenant à des Juifs, qui fut largement et adéquatement condamné. Nous déplorons un tel fanatisme. Les crimes d'Israël ne sauraient être attribués aux Juifs dans leur ensemble. Mais, en même temps, un boycott d'Israël ne saurait être présenté comme l'équivalent d'un boycott des Juifs dans leur ensemble.

Une forme aigüe et inquiétante de racisme qui se développe aujourd'hui en Europe est l'islamophobie et la xénophobie dirigées contre des immigrants de pays musulmans. Dierkes a été au premier plan des militant/es pour la défense des droits des immigré/es, tandis que certains de ceux qui accusent tous les critiques d'Israël d'être antisémites participent souvent eux-mêmes – à l'instar du gouvernement et de l'Etat d'Israël – à ces formes de racisme.

La Shoah a été un des événements les plus horribles de l'histoire contemporaine. C'est faire déshonneur à ses victimes que d'utiliser sa mémoire comme un gourdin pour réduire au silence ceux et celles qui critiquent à juste titre le traitement inqualifiable des Palestiniens par Israël.

Premiers signataires :

Michael Albert (ZNet, USA) ; Phyllis Bennis (Institute for Policy Studies, USA) ; Ellen Cantarow (writer, USA) ; Noam Chomsky (Professor Emeritus MIT, USA) ; Lawrence Davidson (West Chester University, USA) ; Louis Kampf (Professor Emeritus MIT, USA) ; Joanne Landy (Campaign for Peace & Democracy, USA) ; Marvin Mandell (co-editor, New Politics, USA) ; Stephen R. Shalom (William Paterson University, USA) ; Stephen Soldz (co-founder Coalition for an Ethical Psychology, USA) ; Howard Zinn (Professor Emeritus Boston University, USA).

L'UJFP s'est associée à cette déclaration

UJFP action

L'UJFP était associée au contre-sommet de Strasbourg. Il y a vraiment urgence à dénoncer la gestion Alliot-Marie de la manifestation anti-OTAN du 4 avril.

Nous reproduisons le communiqué d'ATTAC-France, Attac-Strasbourg et ATTAC Vosges du Nord, sans attendre la réaction du collectif anti-OTAN qui se réunit le 8 avril. D'autres réactions sur le blog de Schlomoh publié par Le Monde.

« En préambule, il doit être rappelé qu'après de très longues négociations menées avec la Préfecture par un comité, dont des représentants Attac VDN et Strasbourg faisaient partie, la préfecture avait autorisé la manifestation (sur un trajet différent de celui que nous aurions souhaité) ainsi que la jonction des militants allemands et français sur le pont de Kehl.

Pour avoir participé à la manifestation du 4/3/09, nous dénonçons vivement à travers les points suivants la violence qui a été faite aux manifestants par les forces de l'ordre et qui montre que les autorités françaises représentées par le Préfet, n'ont pas respecté leurs engagements et ont tout fait pour que la manifestation ne puisse avoir lieu.

1) la route, indiquée par la préfecture, pour permettre aux bus, voitures et piétons d'accéder au site de rassemblement de la manifestation a été bloquée par les forces de l'ordre, obligeant les manifestants pacifiques à, soit attendre pendant des heures, soit emprunter d'autres itinéraires, avec le risque de se retrouver à nouveau bloqués ou pris dans des affrontements ;

2) une fois le lieu de rassemblement atteint après un véritable « parcours du combattant », des hélicoptères ont survolé à très basse altitude le rassemblement pourtant pacifique et bon enfant, empêchant les manifestants d'entendre les prises de parole des représentants de groupes politiques, d'associations internationales... et créant une atmosphère plus qu'oppressive ;

3) des grenades lacrymogènes ont été tirées pendant les prises de parole sans la moindre justification, contraignant la manifestation à se former dans la confusion et l'urgence, permettant à des groupes violents de s'infiltrer dans le cortège ;

4) ces éléments violents ont pu passer les frontières alors que le dispositif Schengen avait été levé, soi-disant pour empêcher cela et que, par contre, des manifestants n'ont pu accéder à Strasbourg le 3 avril (conférence au Liexenbuhl sur l'OTAN) et le 4 avril, à cause des dispositifs de blocage mis en place ;

5) les forces de l'ordre ont laissé ces mêmes éléments violents, au demeurant peu nombreux, (dont le Ministère de l'Intérieur se targue pourtant de connaître les identités) détruire l'ancien poste de douane sans intervenir et ont, par contre, empêché 7000 manifestants allemands de rejoindre le rassemblement, comme convenu avec les autorités françaises et allemandes ; comment interpréter les autres destructions que les forces de l'ordre, pourtant en surnombre dans Strasbourg, n'ont pas su empêcher ? Incompétence ou volonté de laisser faire ?

6) les forces de l'ordre, comme c'est leur mission lors d'une manifestation autorisée, n'ont pas assuré la sécurité des manifestants, mais l'ont, au contraire délibérément compromise en laissant les éléments violents agir à leur guise, en déviant la manifestation du trajet initialement prévu, l'amenant de fait dans une souricière pendant que les forces de l'ordre envoyaient sur les manifestants bloqués des grenades lacrymogènes et des flash-balls créant ainsi des mouvements de panique (qui auraient pu avoir de graves conséquences) et une dislocation prématurée de la manifestation.

Il nous apparaît, au vu de tous ces éléments, que non seulement les autorités françaises n'ont pas tenu leurs engagements ni joué leur rôle de sécurisation, mais, au contraire ont tout fait pour que cette manifestation ne puisse se dérouler, quitte à jouer avec la vie des manifestants. Du reste, Beaucoup de manifestants ont eu très peur et ont subi un choc psychologique devant ce qui est une première : une agression par les forces de l'ordre d'une manifestation autorisée, ce qui revient à dénier le droit démocratique à manifester.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace du 5 avril, journal qu'on ne peut qualifier d'opposition, conclut de même « *Le droit de manifester a pris une sacrée claque* »

Montreuil, le 6 avril 2009 »

UJFP action

Parce qu'elle entend lutter contre tous les racismes et toutes les discriminations, l'UJFP s'est inscrite dans le Réseau Education Sans Frontière. Le communiqué ci dessous donne une idée de la dérive xénophobe, Besson dans la continuité d'Hortefeux. Nous étions ce 8 avril dans les rassemblements devant les Palais de Justice, demandant à être inculpés pour délit de solidarité.

Parole du Ministère : « Renvoyons-les grandir là-bas ! »

Depuis quelques jours, et plus particulièrement le 1er avril, une vague d'arrestations a frappé des familles et jeunes majeurs, connus ou pas du Réseau. Une journée noire où la chasse aux sans-papiers est érigée en but ultime d'une politique prêt-à-penser alliant « fermeté » et « humanité ».

Vous l'aurez compris, la façon de célébrer le 1er avril de Monsieur Besson et de ses préfets aux ordres est d'un comique tragique. Les pitres ne rient pas et leurs victimes, celles et ceux qui ont été arrêtés mais aussi leur proches et leurs enfants sont rongés d'inquiétude. Monsieur Besson avait laissé entendre qu'il agirait avec plus d'humanité que son prédécesseur. Il n'en prend pas le chemin ! Tableau de chasse du ministre de l'identité nationale :

- Jinlong JIANG, arrêté le 1er avril à Paris et transféré au CRA de Vincennes. Il est père de 3 filles, l'une d'elle a courageusement témoigné dans le film « *Laissez-les grandir ici* » en lien avec cette adresse : <http://www.educationsansfrontieres.org/article4633>

- Miao LIN, jeune parisien de 23 ans, arrêté le 31 mars par la PAF de Bellegarde (01), transféré le 1er avril à la prison pour étrangers (CRA) de Lyon (69). Yong CAI, père parisien, arrêté à Bourges le 1er avril sur son lieu de travail et actuellement au CRA de Palaiseau. Sa femme va accoucher dans 1 mois.

- Changfu WANG, père de deux enfants, arrêté en même temps que Yong CAI et toujours en rétention au Palaiseau.

- Jin MING, parisien, arrêté en même temps que Yong CAI mais libéré avec APRF.

- M. SUN, parisien arrêté en allant porter plainte contre son employeur à Angoulême. Avec l'aide de l'Union Locale CGT, libéré.

Jianyuan YANG, arrêté le 1er avril au métro Arts et Métiers à Paris. Il a été libéré dans la journée.

- Juan Carlos CASTANO TORO, père de 3 enfants, arrêté le 1er avril à Paris et placé en rétention au CRA du Mesnil-Amélot.

- Majdi AOUF, arrêté lundi 30 mars à Lille, près de la gare, en attendant son RV le même jour pour se pacser avec son amie française. Libéré par le JLD, il doit toujours confronter une audience en annulation de son APRF.

- Cheng Qi LIN, père d'une fille de 5 ans, arrêté lundi 30 mars dans le métro Châtelet à Paris. En rétention à la Cité.

- Abou KOOTA, presque au point pour un dossier de dix ans. Arrêté à Paris et envoyé à Vincennes. Il a un enfant de un an d'une compagne d'origine différente; l'enfant est sans nationalité.

- Edwin PEREZ MONROY, résidant à Villeneuve St Georges, arrêté le 1er avril à Maisons-Alfort (94) et libéré dans la journée.

- Zhili SHAN, arrêté le 1er avril dans le douzième arrondissement et libéré dans la journée. Monsieur Ilan a de nouveau été arrêté le 29 avril devant son domicile dans le 77, après un passage au CRA 15 jours auparavant.

- Kehen CHENG, arrêté le 30 mars après une visite à sa femme qui venait d'accoucher à l'hôpital Robert Debré (75). Libéré sur la foi de l'acte de naissance.

- Yuandong WENG, mère de deux enfants, arrêtée le 27 mars à Issy-les-Moulineaux puis transférée au CRA de Oissel à des centaines de kilomètres. Libérée par le TA le 31 mars.

Kleber LEMA PACHECO, arrêté le 31/03 au guichet de la Préfecture de Police de Paris lors d'un RV pour demande de régularisation par le travail. Kleber a été conduit au CRA de Vincennes. Il a un bébé d'un an.

- Wang Yin CHEN, père de deux enfants, arrêté le 2 avril en prenant le RER vers St Quentin en Yvelines et toujours en garde-à-vue.

Dix-huit interpellations, Dix-huit gardes à vue, des dizaines de policiers probablement pas très fiers des missions qu'on leur confie. Il faut prendre la mesure de ce qu'est une expulsion : c'est une arrestation, une garde à vue, un emprisonnement puis, quand elle est exécutée, la spoliation de tous ses biens, la perte de son logement, celle de son travail et la rupture, souvent pour des années et des années avec sa famille.

Monsieur Besson prend parfois la pose de quelqu'un qui a des scrupules. Qu'il explique comment il les concile avec ce travail de bourreau. Toutes les personnes interpellés doivent être libérés. Ils doivent être régularisés. Mais surtout, les lois qui permettent d'infliger de telles souffrances doivent être abrogées. Sans délai.

Communiqué RESF 03.04.2009

UJFP expression

Libérez Salah Hamouri, ne l'extradez pas !

Salah Hamouri, étudiant franco-palestinien, a déjà passé 4 ans en prison sur les 7 auxquels il a été condamné pour avoir prétendument envisagé de fomenter un attentat. Vous devez lui envoyer d'urgence des cartes postales car le 25 avril il aura son anniversaire (24 ans).

(envoyer les cartes à Salah Hamouri, Doar nah Guilboa, 10900-Beit shean, Israël avec un timbre à 85 centimes).

La lettre ci-dessous montre que l'enfer peut être pavé de bonnes intentions apparentes.

Salah est un palestinien de Jérusalem Est, il a toujours vécu en Palestine, il dispose d'un passeport français parce que sa mère est française (enseignante à Jérusalem). Il n'a pas d'autre passeport, son père étant un palestinien de Jérusalem.

Interpellée en raison de la campagne qu'elle mène pour la libération du caporal Gilad Shalit (ce « franco-israélien » militaire d'une armée d'occupation), la Mairie de Paris se décide enfin à réagir, et apparemment dans une « offre généreuse » se prononce pour « l'extradition » de Salah. Sa mère est obligée de mettre les points sur les « i ».

Madame Annick-Denise Hamouri

Jérusalem le 4 avril 09

Monsieur,

J'ai pris connaissance par Monsieur Jean-Claude Lefort, coordinateur du comité de soutien à mon fils Salah Hamouri prisonnier politique en Israël et condamné à 7 ans de prison, de votre courrier en date du 25 mars

Vous évoquez dans ce message les situations distinctes de Salah et de Gilad Shalit tous deux de nationalité française. Je vous remercie de l'intérêt que vous semblez porter au dossier de mon fils. Mais il me faut revenir sur un point très grave évoqué dans ce message : celui de la possible intervention du Maire de Paris pour l'extradition de mon fils. Il me semble que c'est très délicat de demander l'extradition de quelqu'un sans demander son avis au principal intéressé, à savoir mon fils qui a la nationalité française. Nous avons des liens avec la France mais Salah est né en Palestine à Jérusalem, sa famille y est installée et nous ne demandons rien de plus qu'une intervention de la France pour sa libération et son retour dans la maison familiale à Jérusalem. Nous savons très bien que pour les autorités israéliennes, l'expulser vers la France voudrait dire pas de retour en Palestine ce qu'il refuse absolument et nous aussi. Je dois ajouter que cette proposition lui a déjà été faite mais qu'il a refusé

En espérant que cette demande a déjà été retirée, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Madame A _ Denise Hamouri

Plus de textes, plus d'info

Sur www.ujfp.org

À L'OCCASION DE LA

Conférence mondiale contre le racisme à Genève

ET SOLIDAIRE DU

Forum de la société civile

MANIFESTATION CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE SAMEDI 18 AVRIL à 15h00 Rassemblement Place Neuve • Genève

Genève accueille du 20 au 24 avril 2009 la Conférence mondiale contre le racisme, qui dressera un bilan des mesures engagées lors de la Conférence de Durban, Afrique du Sud (2001). Tous les pays sont touchés par le racisme! Mais peu ont pris de véritables mesures propres à assurer la protection des victimes.

Les suites de Durban sont donc décevantes. Kofi Annan, alors secrétaire général de l'ONU avait pourtant introduit la conférence en ces termes: **«Le fanatisme, la haine, les préjugés, voici les horribles symptômes d'une maladie dont l'humanité a toujours souffert, partout dans le monde. Le racisme peut, doit et sera mis en échec.»**

Aujourd'hui, hélas, il faut bien admettre que l'on est bien loin de cette «mise en échec»! Pire! Alors que les manifestations de racisme se multiplient, également en Europe, plusieurs pays occidentaux vont jusqu'à contester, aujourd'hui, la Conférence de Genève.

Du 17 au 19 avril, également à Genève, un Forum de la société civile accueillera de nombreuses délégations étrangères. Il transmettra à la Conférence le résultat de ses travaux en faveur d'une société réellement soucieuse de la diversité culturelle, mobilisée pour l'égalité des droits politiques, sociaux et économiques pour toutes et tous, notamment pour les migrant-e-s, les réfugié-e-s et les peuples autochtones,

pour une société respectueuse des victimes de toutes les formes de racisme, de discrimination, de xénophobie, de néocolonialisme et de la traite négrière.

Combattre le racisme partout dans le monde... et chez nous !

Notre pays n'est pas épargné par les manifestations de racisme et de xénophobie et la crise amplifie les phénomènes de repli et de rejet de l'autre:

- L'UDC et consorts continue à alimenter haine et suspicion; avec des images de doigts crochus, de moutons noirs et de charognards, les nationalistes n'ont de cesse de stigmatiser les «étrangers abuseurs», les «faux réfugiés», les «dangereux musulmans»...
- La majorité du Parlement refuse d'invalider l'initiative islamophobe anti-minarets, laquelle sera donc soumise au vote : la campagne émotionnelle qui s'annonce va déchaîner un climat d'intolérance...
- Le Conseil fédéral durcit une nouvelle fois les lois sur les étrangers et sur l'asile... alors même que dans notre monde les personnes contraintes de fuir leur pays pour cause de persécution, de misère ou de crise écologique n'ont jamais été aussi nombreuses qu'aujourd'hui !

Pour toutes ces raisons, soyons nombreux-euses à exprimer publiquement notre refus de la violence raciste et xénophobe, à dire notre refus de toutes les discriminations !

TOU-T-E-S UNI-E-S CONTRE LE RACISME UNITED AGAINST RACISM

**Pour une société solidaire et fraternelle • Pour une société fondée sur la justice sociale et le respect de toutes les minorités !
TOUTES ET TOUS, À LA PLACE NEUVE, LE 18 AVRIL !**

Au 28 mars 2009, les organisations suivantes lancent cet appel:

ACORISO SRacisme, Aide Sanitaire suisse aux palestiniens (ASSP), Association Forum des Tamouls en Suisse, APA Latino, Association Alpazcomun, Centre de Contact Suisses-Immigrés-Genève (CCSI), CCSI/SOS Racisme-Fribourg, Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Collectif autonome des immigrés Fribourg, Collectif DiverCité, Collectif des Musulmans de France CMF, Collectif de soutien aux sans-papiers, Collectif des travailleurs sans statut légal, Communauté Genevoise d'Action syndicale (CGAS), Coordination contre l'exclusion et la xénophobie - StopEx, Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie CRI, CUP-Genève, CUP-Nyon-La Côte, Droits pour tous, Femmes en noir, Gauchebdo, Groupe d'action municipale Gailardibougé!, GSA, L'autre Syndicat, Les Voies de la Résistance (Annamasse), LSDH-Genève, LSDH-Vd, Les socialistes GE (PSG), Les Vents genevois, Luzerner Asylnetz, Mesemnom, Mouvement des Indigènes de la République (MIR), Ras'l'front du voisinais, SIT, solidaritéS, Solidarité sans frontières, SOSRassismus Deutschschweiz, Syna, Unia, United Black Sheep, ainsi que plusieurs ONG participant au Forum de la société civile (Ismun, Interfaith International, RADDHO, World against racism et Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Boycott, Divestment & Sanctions Campaign National Committee (BNC), DAR, IJAN, et Itijah)...

